

Cote du document:	EB 2009/97/R.20/Rev.1
Point de l'ordre du jour:	11 b) iv)
Date:	15 septembre 2009
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt à la République de Zambie pour le**

### **Programme de promotion des petites agro-industries**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-septième session  
Rome, 14-15 septembre 2009

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec la responsable du FIDA ci-après:

### **Carla Ferreira**

Chargée de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2722

courriel: [c.ferreira@ifad.org](mailto:c.ferreira@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du programme</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>I. Le programme</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>6</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>6</b>
<b>Annexe</b>	
Financing Agreement (Accord de financement)	7
<b>Appendices</b>	
<b>I. Key reference documents</b> (Principaux documents de référence)	<b>1</b>
<b>II. Logical framework</b> (Cadre logique)	<b>2</b>

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République de Zambie pour le programme de promotion des petites agro-industries, telle qu'elle figure au paragraphe 35.

## Carte de la zone du programme

### Republic of Zambia

Smallholder Agribusiness Promotion Programme



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République de Zambie

### Programme de promotion des petites agro-industries

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République de Zambie
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture et des coopératives
<b>Coût total du programme:</b>	23,5 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	12,9 millions de DTS (équivalent approximativement à 20 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	1,5 million d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	2,0 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

# Proposition de prêt à la République de Zambie pour le programme de promotion des petites agro-industries

## I. Le programme

### A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Le programme est un effort déployé par le secteur public et le secteur privé pour faire reculer la pauvreté rurale en stimulant le développement économique rural, moyennant la transformation des petits producteurs en agriculteurs pratiquant une activité agricole rentable. Le programme visera à améliorer l'efficacité des politiques et des pratiques liées à l'agro-industrie et à la commercialisation, ainsi qu'à accélérer la croissance de l'agro-industrie en s'appuyant sur les petits producteurs. Le programme adoptera une double approche associant i) des interventions directes à des points stratégiques des filières, permettant de mettre en relation les petits agriculteurs avec les fournisseurs d'intrants et les marchés et ii) les initiatives ayant pour objectif de corriger les faiblesses de l'environnement censé favoriser le développement commercial rural.

### B. Financement proposé

#### Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République de Zambie un prêt d'un montant de 12,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 20 millions d'USD), à des conditions particulièrement favorables, pour contribuer au financement du programme de promotion des petites agro-industries. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

#### Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la Zambie au titre du SAFP est de 20 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP (2007-2009).

#### Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. En 2000, la Zambie a réuni les conditions lui permettant de bénéficier de l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTTE). Un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté a été préparé en 2002 et le pays a adopté un programme de stabilisation macroéconomique caractérisé par l'affectation prioritaire des crédits aux dépenses en faveur des pauvres, la privatisation des entreprises publiques et le ralentissement de l'inflation à des taux inférieurs à 10%. Les conditions requises pour bénéficier de l'initiative PPTTE ayant été réunies en avril 2005, les créanciers ont accepté d'annuler les deux tiers de la dette extérieure. L'allègement de la dette et l'augmentation des investissements étrangers ont entraîné une période de croissance économique dans les secteurs de l'industrie et des services.

#### Flux de fonds

5. Le montant du prêt sera transféré par le Ministère de l'agriculture et des coopératives au moyen d'un compte spécifique, sur le compte des opérations géré par le personnel du programme, en fonction des rapports d'activité et des plans de travail et budgets annuels approuvés.

#### Modalités de supervision

6. Le programme sera directement supervisé par le FIDA.

#### Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est prévue.

## **Gouvernance**

8. Outre l'appel à la concurrence pour l'attribution des contrats, des procédures administratives et financières transparentes et des vérifications annuelles des comptes conformément aux directives du FIDA en la matière, les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) la conduite de campagnes de publicité et de sensibilisation pour garantir la transparence dans la planification et l'exécution du programme afin que les bénéficiaires potentiels, les ONG locales et la société civile soient informés de ce qu'ils sont en droit d'attendre, ii) le recrutement, au sein du personnel du programme, d'un chargé des passations de marchés et des contrats ayant pour mission de suivre les résultats des sous-traitants. L'équipe de gestion du programme de pays du FIDA, avec l'appui du chargé de pays, veille à ce que des procédures correctes d'administration du prêt et de gestion financière soient mises en place et suivies par tous les projets, en conformité avec les directives du FIDA et les systèmes publics, le cas échéant.

## **C. Groupe cible et participation**

### **Groupe cible**

9. La population cible se compose de quelque 30 000 ménages de petits agriculteurs qui soit sont organisés en groupements d'entreprises, soit ont la possibilité d'entrer dans des groupements susceptibles d'accéder plus facilement aux marchés. La plupart d'entre eux sont de petits exploitants, dont 80% environ sont pauvres et 66% très pauvres. Les ménages ciblés ont déjà des activités de production à visée commerciale et ont besoin d'une assistance pour améliorer leurs opérations de commercialisation, pour diversifier leur production et pour transformer les produits et en accroître la valeur. Plus de la moitié des bénéficiaires directs seront des femmes.

### **Méthode de ciblage**

10. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, la principale mesure de ciblage consistera à apporter un appui direct aux organisations paysannes en vue de renforcer leurs capacités et leurs liens avec les marchés et de permettre aux petits agriculteurs les plus vulnérables, hommes et femmes, d'entrer dans ces organisations. Les critères d'analyse et de sélection des produits tiendront compte du rôle des femmes dans les différentes filières. Les analyses de filières examineront dans quels domaines les femmes ont joué ou pourraient jouer un rôle important – par exemple la commercialisation à petite échelle ou les activités créatrices de valeur ajoutée; elles identifieront ceux où elles rencontrent des difficultés spécifiques telles que l'accès limité aux appuis financiers ou techniques; et elles envisageront les moyens de faire en sorte que les services atteignent les femmes.

### **Participation**

11. L'analyse des filières a été conçue comme un processus participatif associant les parties prenantes à tous les stades, y compris l'élaboration des plans d'intervention. Les groupements d'agriculteurs bénéficieront d'une aide pour être en mesure de participer à la planification, à l'exécution et au suivi et évaluation des activités.

## **D. Objectifs de développement**

### **Objectifs clés**

12. L'objectif principal est d'accroître les revenus des ménages ruraux pauvres participant à la production, à la valorisation et à la commercialisation des produits agricoles. À cette fin, le programme accroîtra le volume et la valeur de l'activité agro-industrielle en s'appuyant sur la production des petits exploitants.

### **Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

13. Le programme comportera des activités conçues pour améliorer l'environnement propice au développement de l'agro-industrie, en mettant l'accent sur le renforcement des institutions et des capacités de gestion de programmes. Les

résultats consisteront en des politiques et des pratiques améliorées favorisant: i) une agro-industrie viable, en tant que stratégie de réduction de la pauvreté; ii) une capacité accrue de fournir des services d'appui – considérés comme un bien public – aux petits agriculteurs intégrés dans le marché ou en passe de l'être ainsi qu'aux autres opérateurs des filières; et iii) l'efficacité de la capacité d'exécution, de la gestion des savoirs, de la coordination du programme, de la mesure des résultats et des mécanismes de notification.

### **Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

14. Le programme exploite les enseignements tirés des récentes initiatives du FIDA en Zambie. Il appuie la promotion de la commercialisation de la production des petits agriculteurs, y compris l'établissement de liens équitables entre les petits producteurs et les opérateurs de l'agro-industrie. Le programme est cohérent avec le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, en particulier les objectifs stratégiques suivants: créer des marchés d'intrants et de produits agricoles transparents et concurrentiels et élargir les possibilités d'emploi extra-agricole et de création d'entreprise.

## **E. Harmonisation et alignement**

### **Alignement sur les priorités nationales**

15. Le programme est un moyen de traduire dans la réalité l'orientation politique du gouvernement, à savoir, lutter contre la pauvreté en améliorant la commercialisation de la production des petits agriculteurs et en fournissant un appui ciblé à l'agro-industrie et à la commercialisation, en collaboration avec des partenaires du secteur privé. Au titre de cette orientation politique, le Ministère de l'agriculture et des coopératives devrait centrer ses efforts sur ses fonctions centrales, notamment la formulation des politiques ainsi que la préparation et l'application des lois et règlements.

### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

16. Le programme a été élaboré en consultation étroite avec les partenaires concernés par l'agriculture et le développement rural. Il existe quelques initiatives intéressantes – en cours et prévues – qui portent sur l'amélioration de la productivité agricole et la liaison avec les marchés. Les partenaires pertinents seront invités à participer à l'analyse et à la sélection des produits, à la réalisation de l'état des lieux des filières sélectionnées et à l'élaboration et l'exécution des plans d'intervention. Des partenariats seront recherchés pour des filières ou des districts spécifiques. Le futur programme financé par l'Union européenne, qui vise à renforcer les capacités du Ministère de l'agriculture et des coopératives, sera un partenaire clé.

## **F. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

17. Le programme comprend deux composantes visant: i) le développement de filières plus performantes; et ii) la promotion d'un environnement propice au développement de l'agro-industrie.

### **Catégories de dépenses**

18. Il y a six catégories de dépenses: i) véhicules, matériel et fournitures; ii) prestataires de services pour le développement des entreprises; iii) financement des plans d'intervention par des dons; iv) formation, ateliers, études et assistance technique; v) équipe d'appui technique du programme; et vi) salaires et indemnités et frais de fonctionnement du programme.

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

19. Le programme sera conduit à partir du Ministère de l'agriculture et des coopératives, et exécuté sur le terrain par l'intermédiaire d'un partenariat réunissant des unités

administratives et techniques du service public, des entités du secteur privé et des organisations paysannes.

#### **Responsabilités en matière d'exécution**

20. La responsabilité de l'exécution incombera à un bureau du programme qui sera intégré dans le département des politiques et de la planification du Ministère de l'agriculture et des coopératives.

#### **Rôle de l'assistance technique**

21. Le Ministère de l'agriculture et des coopératives fera appel aux services d'une société de conseil pour former une équipe d'appui technique chargée de réaliser l'état des lieux et l'analyse des filières et de concevoir les plans d'intervention. Selon les conclusions de l'analyse des filières, l'exécution des plans d'intervention pourrait devoir être sous-traitée à des prestataires de services.

#### **Situation des principaux accords d'exécution**

22. Outre l'accord de financement, une série de mémorandums d'accord et de contrats seront conclus pendant toute la durée du programme, dans le cadre de la réalisation des plans d'intervention.

#### **Principaux partenaires financiers et montants engagés**

23. Le coût total du programme, prévu sur une durée de sept ans, est de 23,5 millions d'USD. Les sources de financement sont le FIDA (85,1%), le Gouvernement zambien (6,4%) et le secteur privé (8,5%).

### **H. Avantages et justification économique et financière**

#### **Principales catégories d'avantages découlant du programme**

24. Les bénéficiaires primaires seront quelque 24 000 ménages ruraux qui, participant en tant que membres de groupements d'agriculteurs, recevront une aide leur permettant d'adopter des paquets agronomiques améliorés et de développer, en amont et en aval, des liens avec les marchés et les fournisseurs d'intrants. À l'échelon du ménage, le programme offrira une aide dans certains des domaines suivants, voire dans tous: i) acquisition des intrants et des technologies nécessaires pour obtenir de meilleurs rendements de produits de meilleure qualité; ii) accroissement sur place de la valeur des produits, grâce à des processus tels que le regroupement, le tri, le calibrage, le séchage et l'entreposage; iii) formulation de meilleures décisions commerciales fondées sur des données plus actualisées et exactes; iv) obtention de prix plus élevés et plus stables moyennant la participation à l'agriculture sous contrat et/ou des mécanismes de sous-traitance; et v) accès aux services d'appui financier et technique.

#### **Viabilité économique et financière**

25. La justification économique du programme tient au fait qu'il va: i) réduire les coûts de transaction élevés de la commercialisation caractérisant un système de production à petite échelle fortement fragmenté dans lequel les prix d'achat aux producteurs sont bas par rapport aux prix de vente au détail ou d'exportation; ii) accroître la valeur de la production des exploitations agricoles grâce à des processus simples – tels que le calibrage, le conditionnement et le regroupement – et identifier de nouveaux produits et marchés; iii) améliorer la productivité agricole et la qualité des produits, en utilisant une série de technologies simples, économiquement abordables et ayant fait leurs preuves, qui entraîneront une augmentation des excédents commercialisables des ménages ciblés; et iv) supprimer, dans l'environnement porteur, les obstacles qui nuisent aux activités commerciales rurales.

## **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

### **Modalités de gestion des savoirs**

26. Les processus d'apprentissage sont intégrés dans les dispositions relatives à l'exécution du programme. Les savoirs concernant les marchés, les processus et les produits ainsi que les moyens d'améliorer leur fonctionnement, sont considérés comme un bien public et, à ce titre, sont du ressort du département de l'agro-industrie et de la commercialisation du Ministère de l'agriculture et des coopératives. Les mesures spécifiques visant à renforcer les capacités de ce département en matière d'apprentissage et de gestion des savoirs comprennent le soutien à l'établissement d'une alliance d'apprentissage sur l'agro-industrie et la commercialisation, dont le but est de fournir à toutes les parties prenantes des filières de produits agricoles un moyen commun d'améliorer leurs connaissances. L'essor rapide des technologies de l'information et de la communication en Zambie ouvre des perspectives de diffusion et d'échange des connaissances, grâce à des services de téléphonie mobile et d'accès à l'internet peu onéreux.

### **Innovations en matière de développement**

27. L'approche globale a été conçue en collaboration étroite avec les pouvoirs publics, ce qui a débouché sur un programme simple et bien ciblé, doté d'objectifs précis et réalisables. Le programme illustre l'abandon de l'approche traditionnelle du développement agricole en Zambie, axée sur la production. Il exigera un fort degré de participation du secteur privé, qui soit cohérent avec l'orientation politique du gouvernement. La participation du secteur privé se fera à plusieurs niveaux, y compris avec le recours à des prestataires de services pour la conception et l'exécution des plans d'intervention relatifs aux filières, et la création de partenariats public-privé pour le développement de filières durables. Le programme abandonne aussi l'approche habituelle de l'exécution des projets en Zambie, axée sur le district, en reconnaissance du fait que les frontières des districts n'ont guère de signification lorsqu'il est question de transactions commerciales.

### **Approche d'élargissement**

28. Le programme appliquera à plus grande échelle et reproduira une approche novatrice de la réduction de la pauvreté conduite par le secteur privé, qui a été testée avec succès et a fait ses preuves dans la composante relative au développement de l'agro-industrie du programme de promotion des entreprises paysannes et de commercialisation, financé par le FIDA.

## **J. Principaux risques**

### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

29. Le programme est considéré comme modérément risqué seulement, notamment parce qu'il est le prolongement de la composante relative au développement de l'agro-industrie, couronnée de succès, du programme de promotion des entreprises paysannes et de commercialisation. En outre, il sera exécuté par la même institution, selon les mêmes modalités, et il tient compte des enseignements tirés de plusieurs initiatives comparables. Les risques et les mesures de correction appropriées ont été soigneusement recensés, intégrés et décrits dans le document de conception du programme.

### **Classification environnementale**

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement.

## **K. Durabilité**

31. Les incitations commerciales et la participation du secteur privé sont la clé de la durabilité. Le programme ne lancera aucune activité qui n'offre pas de bonnes perspectives d'être commercialement viable sur le long terme pour les acteurs de la

filière. Le souci de préservation de l'environnement sera pris en compte dans le processus de sélection des produits et par le biais de la réalisation d'interventions agronomiques se référant aux principes de l'agriculture de conservation.

## **II. Instruments juridiques et autorité**

32. Un accord de financement entre la République de Zambie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
33. La République de Zambie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## **III. Recommandation**

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de Zambie un prêt à des conditions particulièrement favorables, d'un montant équivalant à douze millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (12,9 millions de DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## Negotiated financing agreement

(Negotiations concluded on 10 August 2009)

Loan Number: \_\_\_\_\_

Programme Title: Smallholder Agri-business Promotion Programme (the "Programme")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

the Republic of Zambia (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

### Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

### Section B

1. The amount of the Loan is twelve million nine hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 12 900 000).

2. The Loan is granted on highly concessional terms.

3. The Loan Service Payment Currency shall be the US dollar.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 June and 1 December.

### Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Agriculture and Co-operatives of the Borrower.

2. Additional Programme Parties include but are not limited to service providers and institutions mentioned in Schedule 1.

3. The Programme Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

#### **Section D**

The Loan will be administered and the Programme supervised by the Fund.

#### **Section E**

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: the Programme Coordinator shall have been removed from the Programme without the prior concurrence of the Fund.

2. (a) The following is designated as an additional general condition precedent to withdrawal: the Borrower shall have opened a Designated Account in a bank acceptable to the Fund for the purpose of receiving Loan proceeds.

(b) The following is designated as an additional specific condition precedent to withdrawal: disbursement under Category III will commence only once Eligibility Guidelines and Procedures satisfactory to the Fund have been prepared.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

Kanayo F. Nwanze  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

Situmbeko Musokotwane  
Minister of Finance and  
National Planning  
PO Box 50062  
Chimanga Road  
Lusaka, Zambia

This Agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

\_\_\_\_\_  
For the Fund

\_\_\_\_\_  
For the Borrower

## Schedule 1

### *Programme Description and Implementation Arrangements*

#### **I. Programme Description**

1. *Target Population.* The Programme shall benefit 24 000 small-scale farming households in Zambia (the "Programme Area").
2. *Goal.* The goal of the Programme is to increase the income levels of poor rural households involved in production, value adding and trade of agricultural commodities.
3. *Objectives.* The objective of the Programme is to increase the volume and value of agribusiness based on output of small-scale producers.
4. *Components.* The Programme shall consist of the following Components:
  - 4.1 Component 1: More Efficient Value Chains
    - 4.1.1 *Sub-component 1.1: Agribusiness Value Chain Analysis*
      - a) Small-scale agribusiness sector review and commodity selection;
      - b) Rapid value chain mapping and analysis; and
      - c) Formulation of value chain Intervention Plans.
    - 4.1.2 *Sub-component 1.2: Agribusiness Value Chain Interventions*
      - a) Publicity and awareness campaigns in focal areas;
      - b) Sensitisation and capacity building for farmer groups;
      - c) Managerial and technical capacity building of value chain operators;
      - d) Improvements to the regulatory framework and codes of practice;
      - e) Support for trade associations;
      - f) Formation and strengthening of commodity task forces;
      - g) Improving linkages to financial services; and
      - h) Matching grants for investments in value addition and up-scaling.
  - 4.2 Component 2: Enabling Environment for Agribusiness Development
    - 4.2.1 *Sub-component 2.1: Ministry of Agriculture and Cooperatives (MACO) Capacity to Support Agribusiness Development*
      - a) Part-time Organisational Development Facilitator;
      - b) Formulation of a comprehensive agribusiness development framework;
      - c) Improvement of agribusiness trade and policy analysis competencies;
      - d) Refinement of policies, legislation and regulations;
      - e) Capacity building of ABM at provincial and district levels; and
      - f) Improving knowledge and partnership management.
    - 4.2.2 *Sub-component 2.2: Programme Management*
      - a) Procurement and contract management;
      - b) Annual work plan and budget;
      - c) Monitoring, financial management and reporting mechanisms; and
      - d) Coordination and information exchange.

## II. Implementation Arrangements

5. The Programme shall be executed within the Ministry of Agriculture and Cooperatives (MACO), with implementation carried out by a partnership of public service management and technical units, private sector entities, and farmer organisations. In its capacity as Lead Programme Agency, MACO shall have overall responsibility for the implementation of the Programme and for the establishment of the Programme Steering Committee.

6. The Programme Steering Committee (PSC) shall be established and will be chaired by the Permanent Secretary of MACO or his/her nominee. The PSC shall include representatives of the relevant MACO departments; Ministry of Finance and National Planning; Ministry of Commerce, Trade and Industry; Zambian National Farmers Union and Industry Organisations relevant to the selected commodities or sectors. The PSC shall meet at least quarterly and its duties shall include providing general oversight including: (a) ensuring that necessary enabling environment (including policies, regulations/legal framework, strategies, and guidelines) is in place for effective implementation; (b) reviewing and approving Annual Work Plan and Budget (AWPB) and ensuring timely submission to IFAD; (c) reviewing and approving progress reports including financial reports, M&E reports, audit reports, Mid-Term Review report, and any special reports before forwarding to IFAD; (d) reviewing and approving guidelines and procedures for matching grants; and (e) reviewing and approving selection of commodities and focal areas of operation, Intervention Plans, and activities/projects to be financed through matching grants.

7. Responsibility for implementation shall rest with a SAPP Office which will be located within the Policy and Planning Department (PPD) of MACO. The SAPP Office will be made up of a Programme Coordinator, Financial Controller, Contracts and Procurement Officer, Monitoring and Evaluation Officer, support staff and a Technical Support Team. The Programme Manager will report to the director of PPD. The SAPP Office staff shall have qualifications and experience satisfactory to the Fund. Staff shall be appointed by MACO, subject to prior approval by the Fund, for an initial one-year period with possibility of renewal subject to satisfactory performance evaluation by MACO and the Fund. All staff shall be recruited through a competitive process conducted in accordance with procurement guidelines, with posts open to highly qualified candidates from the public and private sector. If a civil servant is selected, he/she should either resign or obtain a leave without pay from the Government and be hired on a contract basis through direct recruitment following open competition procedures.

8. MACO shall procure the services of a consulting company to provide a Technical Support Team for SAPP Office, to undertake value chain mapping and analysis and the design of Intervention Plans for selected commodities. Depending on the outcome of the value-chain analysis, the Intervention Plans may be implemented with the support of service providers to be sub-contracted. Following approval of the Intervention Plans by the PSC and IFAD, the Technical Support Team will be given responsibility for implementing the Intervention Plans including the right to sub-contract specialised service providers and procure necessary goods and services on a reimbursable basis on behalf of Government. Contracting of consultants will be on a rolling annual basis, subject to annual performance assessment by the PSC and IFAD, with payments linked to agreed milestones or outputs. The Technical Support Team shall be authorised to carry out specific procurement actions as agreed with MACO Procurement and Supplies Unit. To accelerate the transfer of responsibility for value chain analysis to local associations/institutions, the consultants' contracts shall include a phase out schedule and specific arrangements for strengthening the capacity of these local institutions and their participation in the design activities at the earliest possible date.

9. *Matching grants.* There shall be provision for matching grants to approved applicants, for the purposes of promoting agricultural commercialisation. The grants may support activities in the selected priority commodities as defined in Intervention Plans, or activities designed to address deficiencies in the enabling environment for agribusiness development. The matching grants shall be used to encourage strategic investments to scale up existing agribusiness activities and/or develop new products and markets. The grant mechanism is intended to provide "seed capital" and a means of reducing the risks of innovations that might otherwise not take place. The financial limits applied to each of the three windows may be reviewed from time to time as the Programme progresses. Eligibility Guidelines and Procedures will be included in the Programme Implementation Manual (PIM).

10. The Agribusiness and Marketing Department of MACO will take the lead in the planning and implementation of sub-component 2.1.

11. *Programme Implementation Manual.* The SAPP Office shall finalise the PIM, including a Financial Management Manual. The SAPP Office shall submit the PIM to the PSC for approval. When so approved, the Director PPD shall forward the PIM to the Fund for comments and no objection.

## Schedule 2

### *Allocation Table*

1. *Allocation of Loan Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category.

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR'000)	Percentage
I. Vehicles, equipment and materials	535	100% net of taxes
II. Business development service providers	1 240	100% net of taxes
III. Grant financing of intervention plans	4 810	100% net of private sector contribution
a) Small Grants Facility	1 650	
b) Medium sized Grants Facility	1 765	
c) Competitive Large Grants Facility	1 395	
IV. Training, workshops, studies and technical assistance	2 245	100% net of taxes
V. SAPP Office technical support team	1 495	100% net of taxes
VI. SAPP Office salaries & allowances and operating costs	1 775	100% net of taxes
Unallocated	800	
<b>TOTAL</b>	<b>12 900</b>	

2. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs in Categories I, II, IV, V and VI incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of SDR 260 000.

**Schedule 3***Special Covenants*

1. *Gender.* The Borrower shall ensure that women are represented in the organisation and management of the Programme. The Borrower shall also ensure that women beneficiaries shall be represented in all Programme activities and that they receive appropriate benefits from the Programme outputs.
2. *Tax Exemption.* The Borrower shall, to the fullest extent possible, exempt the proceeds of the Loan from all taxes. Any taxes which the Programme is nonetheless obliged to pay shall be promptly reimbursed by the Borrower.



## **Key reference documents**

### **Country reference documents**

Republic of Zambia (2006) Fifth National Development Plan 2006–2010

Republic of Zambia (2008) Agriculture Commercialisation: Lessons Learnt from SHEMP, Ministry of Agriculture and Cooperatives

Republic of Zambia (2008) Programme Completion Report of SHEMP, Ministry of Agriculture and Cooperatives

### **IFAD reference documents**

Programme design document and key files

IFAD (2004) Zambia: Country Strategic Opportunities Paper (COSOP)

# Logical framework

Hierarchy of Objectives	Indicators	Means of Verification	Assumptions
<b>Overall Goal:</b> Increase the income levels of poor rural households involved in production, value adding and trade of agricultural commodities.	Up to 24,000 small-scale agricultural households (80% of the core target group) achieve at least one of the following by programme completion: <ul style="list-style-type: none"> <li>Increase in household assets ownership (R3).</li> <li>Increase in household savings.</li> <li>Reduction in prevalence of child malnutrition (R3/FNDP).</li> <li>Reduction in food insecurity (R3).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>LCMS / DHS / MDG reports for baseline data.</li> <li>SAPP beneficiary sample surveys for impact data.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Limited effects of economic downturn (relatively stable prices)</li> </ul>
<b>Objective/Purpose:</b> Increase the volume and value of agribusiness based on the output of small-scale producers.	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 24,000 small-scale producers have increased the volume sold, by commodity (m/f)</li> <li>Increase in the volume of sales by small-scale producers for selected commodities (25% by programme completion).</li> <li>At least 5,000 small-scale producers have increased the price for at least one commodity due to value-adding (m/f)</li> <li>Increase in the prices received by small-scale producers for selected commodities (20% in real terms due to value adding).</li> <li>Improved performance of service providers (R2)</li> <li>Number of producers benefiting from improved access to markets (R2) (m/f)</li> <li>% of marketing groups formed/strengthened and sustainable at project end (R2).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>FSRP data plus supplementary survey - baseline data.</li> <li>SAPP decentralized M&amp;E system to collect data through service providers and directly from small-scale producers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sustained growth in demand for agricultural produce and products.</li> <li>Conducive framework for agribusiness and "public good" service delivery at district level.</li> </ul>
<b>Outputs: Component 1: More Efficient Value Chains</b>			
1. Small-scale producers who are better able to respond to market demand and opportunities.	<ul style="list-style-type: none"> <li>1,200 marketing groups formed/strengthened (R1/MACO).</li> <li>10,000 people trained in post-production, processing and marketing (R1) (m/f).</li> <li>20,000 people trained in business and entrepreneurship skills (R1) (m/f).</li> <li>15,000 people accessing development funds created under the project (R1) (m/f).</li> <li>300 processing facilities constructed/rehabilitated (R1).</li> <li>300 storage facilities constructed/rehabilitated (R1).</li> <li>Value of matching grants disbursed (US\$1.8 million).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>SAPP decentralized M&amp;E system to collect data through implementing partners and directly from beneficiaries (value-chain operators and enterprise groups).</li> <li>FSRP data plus supplementary survey - baseline data.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Financing constraints for smallholders and SMEs are addressed.</li> <li>Sufficient high quality matching grant applications are forthcoming.</li> </ul>
2. Capacity of value chain operators to engage in sustainable agribusiness activities enhanced.	<ul style="list-style-type: none"> <li>150 people trained in post-production, processing and marketing (R1) (m/f).</li> <li>400 people trained in business and entrepreneurship skills (R1) (m/f).</li> </ul>		
3. Commercial relations and coordination among value chain stakeholders and support services improved.	<ul style="list-style-type: none"> <li>20-30 apex organizations formed/strengthened (R1).</li> <li>100 input suppliers with outreach of services to community level.</li> <li>600 contracts between small-scale producers and market operators.</li> <li>Number and value of matching grants disbursed (70 / USD 0.7 million).</li> </ul>		
4. Value adding capacity to make more existing and new agricultural products available to the market increased.	<ul style="list-style-type: none"> <li>225 people accessing development funds created under the project (R1).</li> <li>Processing facilities constructed/rehabilitated (R1 - 50).</li> <li>Marketing facilities constructed/rehabilitated (R1 - 50).</li> <li>Storage facilities constructed/rehabilitated (R1 - 125).</li> <li>Value of matching grants disbursed (USD 4.0 million).</li> </ul>		
5. Access to market information by producers and value chain operators improved.	<ul style="list-style-type: none"> <li>20,000 people accessing advisory services facilitated by project (R1) (m/f).</li> <li>800 groups accessing SMS services.</li> <li>Market information radio broadcasts (MACO).</li> <li>Market information publications produced and disseminated (MACO).</li> </ul>		
<b>Outputs: Component 2: Enabling Environment for Agribusiness Development</b>			
6. Policies and practices that promote viable agribusiness as a poverty reduction strategy enhanced.	<ul style="list-style-type: none"> <li>15 Government officials and staff trained (R1/MACO).</li> <li>Policies and legal instruments developed or improved (MACO).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>SAPP decentralized M&amp;E system to collect data through MACO and service providers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Clear and appropriate division of responsibilities (public goods, private sector and public-private partnerships) is respected for agribusiness development.</li> <li>Continued commitment of MACO to facilitate a private-sector driven approach to poverty reduction through commercialization of small-scale farmers.</li> <li>Recruitment of provincial ABM staff and district marketing officers completed.</li> </ul>
7. Capacity to deliver "public good" support services to small-scale farmers and to other value chain operators increased.	<ul style="list-style-type: none"> <li>5-10 value chain task forces established and engaged at the end of the project.</li> <li>20-30 Government officials and staff trained (R1/MACO).</li> <li>40-60 District marketing officers and district cooperative officers performing an effective support and regulatory role in programme areas.</li> </ul>		
8. Effective implementation capacity, knowledge management, programme coordination, results measurement and reporting.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Consultative and knowledge management activities organized.</li> <li>28 steering committee meetings held.</li> <li>System for orderly collection of quantitative and qualitative information on physical progress operational.</li> <li>System for maintaining accurate accounts and replenishing programme funds operational.</li> <li>21 AWPBs, progress and audit reports submitted on time.</li> <li>3 baseline and impact assessment reports completed (3).</li> </ul>		

(R1/2/3) refers to the IFAD RIMS indicators (level 1, 2 and 3); (FNDP) means there is an equivalent indicator in Government's Fifth National Development Plan; (MACO) means Ministry of Agriculture and Cooperatives has an equivalent indicator to monitor sectoral progress under FNDP.

